

problèmes : elle souleva en particulier de fortes objections du côté de l'U.G.S. et surtout de sa composante M.L.P.

Ceux-ci dénonçaient dans cette adhésion celle d'un « courant bourgeois ». Mais moins de dix-huit mois plus tard, ils apportaient leur voix à Pierre Mendès-France et contraignaient le parti à approuver le tour de France que celui-ci avait entrepris. Ainsi se préféçait ce qui devait être une grande constante dans les débats du parti : *l'humanitarisme chrétien et du modernisme de gauche*. Ces débats s'ouvrirent après la fin de la guerre d'Algérie et tombèrent sur des militants ahuris. Le parti avait en effet beaucoup recruté dans la lutte contre la guerre d'Algérie, mais sur une base mi-sentimentale, mi-activiste. La génération de militants entrés au parti pendant cette période était là pour l'Algérie : elle ne comprit rien aux débats qui s'engagèrent après l'indépendance et partit sur la pointe des pieds, le Congrès d'Alfortville (dit Congrès des 7 tendances) achevant d'écœurer ceux qui étaient encore là.

Ainsi dans toute cette période de la naissance du P.S.U. le dynamisme du parti se substituait à la clarification politique.

Le rôle accordé pour les besoins de la cérémonie de fusion au petit groupe de Tribune du Communisme animé par Jean Poperen avait pour fonction d'accroître le caractère unitaire du parti qui récusait le choix entre S.F.I.O. et P.C.F. pour les uns, social-démocratie et stalinisme pour les autres. *Dès sa naissance, ce parti se vouait à la synthèse et au renouvellement.*

De 1960 à 1962 le P.S.U. est en ascension : il fait ses preuves toutes relatives — à l'occasion de la guerre d'Algérie. Ainsi l'une des premières grandes démonstrations publiques du P.S.U. fut une des manifestations organisée par l'U.N.E.F. le 27 octobre 1960. Près de vingt mille personnes participèrent à ce qui fut l'une des plus grandes manifestations de rue organisées sur le seul thème de la solidarité anticolonialiste, alors que la menace fasciste n'était pas précise. A bien des égards, ce fut une manifestation de gauche par rapport au P.C.F. qui tonnait, par des articles de Maurice Thorez, contre la prétention de l'U.N.E.F. à s'ériger en donneur de leçon à la classe ouvrière.

Mais dans le même moment, c'était une démonstration typiquement de la gauche non-communiste puisque les trois unions départementales de la C.F.T.C., de F.O. et de la F.E.N. appelaient à ce même rassemblement. Le P.S.U. apparaissait ainsi comme une force capable de structurer la gauche non communiste et de se substituer à la social-démocratie faillie.

La S.F.I.O. vient de rompre avec De Gaulle pour enfourcher le cheval du cartel des non et le P.C.F. est contraint aux grandes manifestations de rue de décembre 1961 — février

1962 par des initiatives imputables en grande part au P.S.U. Les militants étudiants du P.S.U. participent, non sans quelques difficultés, aux activités du F.U.A. Ce dynamisme militant est incontestable et déborde, sur sa gauche, la passivité du P.C.F. tout en ne se déployant que sur le terrain de la lutte anticolonialiste et antifasciste.

Sur le terrain de la lutte antifasciste et anticolonialiste, le dynamisme militant était incompatible avec les orientations les plus platement réformistes.

Mais dans la même période, le P.S.U. a un pied dans les grandes manœuvres politiques de la bourgeoisie. Pierre Mendès-France, militant du P.S.U. expérimente son numéro de sauveur bis pour le cas où De Gaulle serait incapable d'en finir — par la guerre ou la paix, mais d'en finir, avec la guerre d'Algérie.

Le champ politique du P.S.U. est donc très vaste : il a la prétention de représenter tous ceux qui refusent le stalinisme et une S.F.I.O. déconsidérée parmi les militants de gauche. Cette gageure sera tenue pendant la période de la guerre d'Algérie.

Mais un tel exercice d'équilibre est un terrain favorable à la méséducation politique.

Cette position occupée par le P.S.U. était en une certaine mesure, pour l'U.G.S. en particulier, le résultat d'un travail de décantation au sein du mouvement ouvrier, mais c'était surtout le résultat des modalités de l'instauration de l'Etat fort en 1958 qui semblait consacrer la faillite de la S.F.I.O. et du P.C.F.

Dans ces conditions les ambiguïtés de ligne du P.S.U. tiennent autant au caractère confus de chacune de ses multiples composantes qu'à la juxtaposition de courants divers réunis dans un même parti par le refus du P.C.F. et de la S.F.I.O.

Cette mosaïque ne saurait faire oublier quels étaient les facteurs dominants le trait fondamental commun des directions du parti socialiste autonome et l'union de la gauche socialiste était dès cette époque *le réformisme*.

Ce poids dominant induisait un comportement différent à l'égard de la social-démocratie et du stalinisme. Le P.C.F. était pris comme une force ayant largement épuisé toute capacité d'élaboration stratégique tout en conservant la direction des bastions de la classe ouvrière : il s'agissait de peser sur le P.C.F. de l'extérieur.

Quant à la social-démocratie, elle semblait définitivement faillie sous la forme de la S.F.I.O. Il s'agissait alors de prendre sa place en tant que force distincte du P.C.F. influençant la classe ouvrière : telles étaient les bases communes de ceux qui voulaient construire une social-démocratie ravalée comme de ceux qui voulaient construire une organisation plus ancrée dans les luttes de classe.

La proposition stratégique du *Front socialiste* constituait